

- 681 / 2 - 88 / 89

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

26 JANVIER 1989

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 28 juin 1963
modifiant et complétant les lois sur la
comptabilité de l'Etat**

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 19 janvier 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une proposition de loi "modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat", a donné le 23 janvier 1989 l'avis suivant :

Voir :

- 681 - 88 / 89 :

— N°1 : Proposition de loi de MM. Daems et Verhofstadt.

- 681 / 2 - 88 / 89

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1988-1989

26 JANUARI 1989

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 28 juni
1963 tot wijziging en aanvulling van
de wetten op de Rijkscomptabiliteit**

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 19 januari 1989 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit", heeft op 23 januari 1989 het volgend advies gegeven :

Zie :

- 681 - 88 / 89 :

— N°1 : Wetsvoorstel van de heren Daems en Verhofstadt.

I. CONTENU DE LA PROPOSITION.

Comme les propositions de loi 656-88/89 et 670-88/89, la proposition de loi présentement soumise pour avis a essentiellement pour objet d'instaurer, en apportant certaines modifications à la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, un budget général des dépenses de l'Etat, que la présente proposition qualifie de "Budget unique des dépenses".

Ce budget des dépenses est fondé "sur les quelque 550 programmes qui composent la structure des budgets depuis 1986". Il comprend "délégation conditionnelle au Gouvernement pour ce qui concerne la fixation des budgets administratifs par allocation de base".

Chaque ministre établit un "budget administratif" par département et par "allocation de base", à partir des crédits qui sont inscrits au Budget unique des dépenses.

Les budgets administratifs devront être déposés à la Chambre des Représentants dans les trente jours calendrier de l'approbation du Budget unique des dépenses par le Parlement. La Chambre des Représentants peut modifier le budget administratif pourvu qu'elle le fasse dans un délai de quinze jours.

Les budgets administratifs sont exécutoires dès leur dépôt.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, régler le pouvoir des ministres de modifier la répartition des articles budgétaires légalement adoptés entre les allocations de base inscrites aux budgets administratifs. Le budget administratif ainsi modifié doit être soumis par le ministre à la Chambre des Représentants, qui peut l'amender dans les quinze jours. Dès le dépôt, le budget administratif ajusté peut être exécuté.

II. OBSERVATIONS.

Vu le délai extrêmement bref qui lui a été imparti, force est au Conseil d'Etat de se limiter aux observations qui suivent.

A. Observations générales.

1. Le nouvel article 4bis, § 1er, de la loi du 28 juin 1963 (article 5 de la proposition) dispose que le Budget unique des dépenses "comprend la délégation conditionnelle au gouvernement pour ce qui concerne l'établissement des budgets administratifs".

Au sujet de ce procédé le Conseil d'Etat répète les critiques qu'il a formulées dans son avis concernant la proposition de loi 656-88/89 précitée (Doc. parl., Chambre, 656/2-88/89, pages 6 et 7).

Il ne se concilie pas avec les articles 115 et 116 de la Constitution - qui relèvent des règles essentielles consacrant les rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif - qu'en mettant en oeuvre les principes constitutionnels de base en matière de contrôle du pouvoir exécutif, les Chambres législatives confient ou abandonnent à celui-ci une partie de l'organisation de ce contrôle.

2. Dans le système envisagé, les nouveaux articles 4ter, § 2, 6bis, §§ 1er et 3, 7bis, § 4, et 10bis, § 1er, attribuent à la Chambre des Représentants un rôle d'une prépondérance excessive, voire un rôle exclusif, qui porte atteinte aux prérogatives constitutionnelles du Sénat contenues notamment dans l'article 26 de la Constitution.

3. En vertu de l'article 15, § 2, en projet, les "Exécutifs des Régions et des Communautés peuvent, par arrêté délibéré en Conseil, rendre les dispositions de la présente loi en tout ou en partie applicables au budget de leur Région ou Communauté respective".

Selon l'article 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les dispositions relatives notamment à la comptabilité de l'Etat sont applicables mutatis mutandis aux Communautés et aux Régions, du moins jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, de la même loi spéciale, qui arrêtera les dispositions générales qui seront applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle exercé par la Cour des Comptes.

L'article 15, § 2, en projet dérogerait ainsi à l'article 71, § 1er, précité de la loi spéciale du 16 janvier 1989, dérogation qui ne pourrait être réalisée qu'à la majorité qualifiée prévue par l'article 1er, alinéa 5, de la Constitution.

4. L'article 1er de la proposition, qui modifie l'article 2 de la loi du 28 juin 1963, dispose que les recettes et dépenses des Services d'administration générale de l'Etat "ainsi que les dépenses fiscales afférentes à chaque année budgétaire" sont prévues et autorisées par des lois annuelles.

Il est ainsi instauré, à côté des budgets existants et en conjonction avec ceux-ci, un budget des dépenses fiscales.

Aux termes du nouvel article 10 de la loi du 28 juin 1963 (l'article 3 de la proposition), les dépenses fiscales visées s'entendent de "toutes les déductions, réductions et exceptions au régime général au profit de certains contribuables ou de certaines activités économiques, sociales ou culturelles".

Sont apparemment visées toutes les exemptions ou modérations qui peuvent être considérées comme une moins-value ou comme une dépense fictive de l'Etat.

Or, il ressort du texte de la proposition que le budget des dépenses fiscales visé est à son tour conçu comme un acte d'autorisation; en effet, selon la proposition, les dépenses fiscales doivent être "autorisées" par des lois annuelles (voir le nouvel article 2 de la loi du 28 juin 1963).

Il est fort douteux que pareille autorisation expresse soit pertinente et ajoute quoi que ce soit au régime existant.

Tout d'abord, elle ne suffit pas pour autoriser l'octroi d'une exemption ou d'une modération d'impôt. En vertu de l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, une telle exemption ou modération doit trouver son fondement légal dans une loi qui, conformément à l'article 111 de la Constitution, est prolongée annuellement par une disposition de la loi contenant le budget des voies et moyens (voir également le nouvel article 4 de la loi du 28 juin 1963).

Ensuite, l'autorisation visée apparaît comme une règle superflue étant donné que, lors de l'élaboration du budget des voies et moyens, il est tenu compte, pour déterminer les recettes fiscales de l'Etat, des exemptions ou modérations d'impôt à accorder; l'approbation du budget des voies et moyens emporte dès lors l'approbation implicite des dépenses fiscales.

Si la modification envisagée devait être conçue comme une obligation d'information envers les Chambres législatives - ce qui pourrait être déduit du nouvel article 10, deuxième tiret, de la loi du 28 juin 1963 - il suffirait de communiquer à celles-ci un inventaire des différents abattements, exemptions ou modérations fiscaux qui seront probablement accordés au cours de l'année budgétaire.

Il va sans dire qu'un tel inventaire ne fait pas partie du budget proprement dit; il peut toutefois y être joint en annexe.

Le nouvel article 2 de la loi du 28 juin 1963 devrait alors être adapté en ce sens.

5. Le texte de la proposition ne prévoit nulle part de manière expresse que le Budget unique des dépenses doit également comprendre le budget de la dette publique et le budget des dotations.

La proposition ne prévoit pas non plus de manière explicite que les organismes d'intérêt public de la catégorie A seront soumis au nouveau régime : cela se dégage uniquement des développements (pp. 4, 5 et 7).

En ce qui concerne ce dernier point, il y a lieu d'adapter en conséquence les dispositions de la loi de contrôle du 16 mars 1954 qui ont trait aux organismes de la catégorie A.

B. Observations particulières.

Article 2 de la proposition.

Selon le nouvel article 9, § 1er, de la loi du 28 juin 1963, les projets de budget sont déposés à la Chambre des Représentants.

On se reportera à cet égard à l'observation faite sur ce point dans les avis L. 18.843/1 du 22 décembre 1988 (Doc. parl. Chambre, 1988-1989, n° 656/2) et L. 18.854/1 du 4 janvier 1989 (Doc. parl., Chambre, 1988-1989, n° 670/2) relatifs à deux propositions de loi comparables.

Les trois propositions en reviennent toutes au régime d'avant la révision constitutionnelle du 15 octobre 1921; l'article 27, alinéa 2 de la Constitution prévoyait à cet époque que toute loi relative aux recettes ou dépenses de l'Etat devait d'abord être votée à la Chambre.

On sait que cette primauté de la Chambre des Représentants à été supprimée en 1921.

Une observation analogue s'applique à la disposition du nouvel article 10bis, § 1er, alinéa 2 (article 9 de la proposition).

Article 4 de la proposition.

Cet article remplace le texte actuel de l'article 4 de la loi du 28 juin 1963 par une disposition relative au budget des voies et moyens. Le nouvel article 4 a toutefois une portée tout à fait différente de celle de l'article en vigueur.

Selon les développements (page 12), le nouvel article "définit le budget des voies et moyens de manière moins ambiguë que l'article 4 de la loi du 28 juin 1963".

On peut relever à cet égard que ce n'est pas dans ledit article 4 mais à l'article 3 de la loi du 15 mai 1846 que la portée du budget des voies et moyens se trouve définie; cet article s'énonce comme suit :

"Les recettes de chaque exercice sont opérées conformément aux lois annuelles ou spéciales des voies et moyens".

Selon les développements, le principe du régime de caisse établi par l'article 4 existant "fait double emploi" avec le prescrit de l'article 14, 1°, de la loi du 28 juin 1963.

Cette dernière loi adopte comme système d'imputation le système de la gestion. En ce qui concerne les recettes, le système est défini respectivement à l'article 4, qui a trait aux prévisions de recettes (l'évaluation) et qui figure au chapitre Ier, intitulé "Du budget", et à l'article 14, 1°, qui est relatif à l'imputation des recettes au budget et qui figure, lui, au chapitre II, intitulé "De l'exécution du budget".

Il est vrai que les deux dispositions concernent "les sommes versées au profit de l'Etat" mais plutôt que de chevaucher elles se complètent mutuellement. Il n'y a dès lors aucune raison d'abroger purement et simplement l'article 4 actuellement en vigueur de la loi du 28 juin 1963.

Article 6 de la proposition.

Il ressort du nouvel article 4ter, § 2, de la loi du 28 juin 1963 et du commentaire y relatif (voir notamment les pages 8 et suivantes) que les budgets administratifs pourront être exécutés dès leur dépôt à la Chambre des Représentants. Celle-ci pourra "amender et modifier" les budgets administratifs "dans les quinze jours de leur dépôt" sans que l'amendement ait pour effet de suspendre l'exécution du budget administratif déposé.

On n'aperçoit pas quelles seront les conséquences que cet amendement entraînera pour la partie du budget administratif qui aurait éventuellement été exécutée depuis le dépôt.

La même observation s'applique au nouvel article 6bis, § 3 (article 7 de la proposition) et au nouvel article 7bis, § 4 (article 8 de la proposition) en ce qui concerne le budget administratif ajusté.

Article 13 de la proposition.

Cet article abroge l'article 3, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963, avec l'intention expresse de mettre un terme à la pratique de la création de fonds budgétaires. Pour atteindre cet objectif, il y aura cependant lieu d'adapter également l'article 24 de la loi du 15 mai 1846.

L'article abroge en outre l'article 5 de la loi du 28 juin 1963.

Selon les développements (p. 16), l'article 5 ferait "double emploi" avec l'article 14 (lire : l'article 14, 2°) de la même loi et serait en outre en contradiction avec l'article 7, § 2, dernier alinéa.

En vertu de l'article 5, qui figure dans le même chapitre que l'article 4, à savoir le chapitre Ier - Du budget, les crédits de dépenses sont fonction des obligations nées à charge de l'Etat au cours de l'année budgétaire.

Aux termes de l'article 14, 2°, qui figure au chapitre II - De l'exécution du budget, sont imputées au budget en dépenses, d'une part, les obligations contractées à charge des crédits d'ordonnancement (a) et d'autre part, les obligations contractées à charge des crédits d'engagement (b).

L'article 5 de la loi du 28 juin 1963 ne fait donc nullement double emploi avec l'article 14, 2°, de la même loi.

Enfin, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi il y aurait contradiction entre l'article 5 et l'article 7, § 2, dernier alinéa, de la loi précitée.

Article 14 de la proposition.

Cet article abroge la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires.

Il appartiendra au législateur d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de prévoir une disposition transitoire.

I. INHOUD VAN HET VOORSTEL.

Zoals de wetsvoorstellen 656-88/89 en 670-88/89, heeft het thans voor advies voorgelegde wetsvoorstel in hoofdzaak tot doel, door middel van een aantal wijzigingen in de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, een algemene begroting van de rijksuitgaven in te voeren, in dit voorstel "Unieke Uitgavenbegroting" genoemd.

Die uitgavenbegroting is gesteund "op de ca. 550 programma's die sinds 1986 de structuur van de begrotingen uitmaken". Ze houdt de "voorwaardelijke delegatie in aan de Regering voor het vaststellen van de administratieve begrotingen per basisallocatie".

Iedere minister maakt een "administratieve begroting" op per departement en per "basisallocatie" en dient daar bij uit te gaan van de kredieten die in de Unieke Uitgavenbegroting zijn ingeschreven.

De administratieve begrotingen zullen bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers moeten worden ingediend binnen dertig kalenderdagen volgend op de goedkeuring door het Parlement van de Unieke Uitgavenbegroting. De Kamer van Volksvertegenwoordigers kan de administratieve begroting wijzigen op voorwaarde dat ze dat binnen een termijn van vijftien dagen doet.

De administratieve begrotingen zijn uitvoerbaar vanaf hun indiening.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de bevoegdheid regelen van de ministers om de verdeling van de wettelijk goedgekeurde begrotingsartikelen over de basisallocaties, ingeschreven in de administratieve begrotingen, te wijzigen. De aldus gewijzigde administratieve begroting dient door de minister aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers te worden voorgelegd die binnen vijftien dagen kan amenderen. Vanaf de indiening kan de aangepaste administratieve begroting worden uitgevoerd.

II. OPMERKINGEN.

Gelet op de uiterst korte termijn die hem is gelaten, dient de Raad van State zich noodgedwongen te beperken tot wat volgt.

A. Algemene opmerkingen.

1. Het nieuwe artikel 4bis, § 1, van de wet van 28 juni 1963 (artikel 5 van het voorstel) bepaalt dat de Unieke Uitgavenbegroting "de voorwaardelijke delegatie inhoudt aan de Regering voor het vaststellen van de administratieve begrotingen".

Met betrekking tot dit procédé herhaalt de Raad van State zijn kritiek vervat in zijn advies bij voornoemd wetsvoorstel 656-88/89 (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 656/2-88/89, blz. 6 en 7).

Het is niet met de artikelen 115 en 116 van de Grondwet - die tot de essentiële regelen behoren welke de verhouding tussen de wetgevende en de uitvoerende macht vastleggen - in overeenstemming te brengen dat de Wetgevende Kamers bij de uitwerking van grondwettelijke basisbeginselen op het stuk van het toezicht op de uitvoerende macht, een deel van de organisatie van dat toezicht aan de uitvoerende macht zouden toevertrouwen of overlaten.

2. De nieuwe artikelen 4ter, § 2, 6bis, §§ 1 en 3, 7bis, § 4 en 10bis, § 1, kennen in de ontworpen regeling een uitermate dominante zomet exclusieve rol toe aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wat afbreuk doet aan de grondwettelijke prerogatieven van de Senaat die besloten liggen in o.m. artikel 26 van de Grondwet.

3. Krachtens het ontworpen artikel 15, § 2, kunnen "de Executieven van de Gewesten en van de Gemeenschappen, bij een in Raad overlegd besluit de bepalingen van de onderhavige wet geheel of gedeeltelijk van toepassing maken op de begroting van hun respectievelijk Gewest of Gemeenschap".

Volgens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zijn de bepalingen inzake onder meer de rijkscomptabiliteit van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschappen en de Gewesten, althans tot de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2,

van dezelfde bijzondere wet waarbij de algemene bepalingen zullen worden vastgesteld die van toepassing zijn op de begrotingen en de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten alsook op de organisatie van de controle uitgeoefend door het Rekenhof.

Het ontworpen artikel 15, § 2, zou dus een afwijking uitmaken van voormeld artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, wat niet dan met een versterkte meerderheid als bedoeld in artikel 1, vijfde lid, van de Grondwet, zou kunnen geschieden.

4. In artikel 1 van het voorstel, dat artikel 2 van de wet van 28 juni 1963 wijzigt, is gesteld dat de ontvangsten en uitgaven van de Diensten van Algemeen Bestuur van de Staat "alsmede de fiscale uitgaven van elk begrotingsjaar" worden voorzien en toegelaten door jaarlijkse wetten.

Aldus wordt, naast en samen met de bestaande begrotingen, een begroting van de fiscale uitgaven ingevoerd.

Luidens het nieuwe artikel 10 van de wet van 28 juni 1963 (artikel 3 van het voorstel) beogen de bedoelde fiscale uitgaven "alle aftrekken, verminderingen en uitzonderingen op het algemene stelsel van belastingheffing, ten voordele van zekere belastingplichtigen of van zekere economische, sociale en culturele activiteiten".

Bedoeld lijken te zijn alle fiscale vrijstellingen of verminderingen, die als een mindere ontvangst of als een fictieve uitgave van de Staat kunnen worden beschouwd.

Uit de tekst van het voorstel blijkt echter dat ook de bedoelde begroting van fiscale uitgaven als een akte van machtiging is opgezet; de fiscale uitgaven moeten volgens het voorstel immers bij jaarlijkse wetten "toegelaten" worden (zie het nieuwe artikel 2 van de wet van 28 juni 1963).

Het is zeer de vraag of een zodanige uitdrukkelijke machtiging sluitend is en iets aan de bestaande regelen toevoegt.

Vooreerst volstaat zij niet om machtiging te verlenen om vrijstelling of vermindering van belasting toe te kennen. Overeenkomstig artikel 112, tweede lid, van de Grondwet moet daartoe rechtsgrond aanwezig zijn in een wet, welke, overeenkomstig artikel 111 van de Grondwet, jaarlijks verlengd wordt bij wege van een bepaling van de wet houdende de Rijksmiddelenbegroting (zie ook het nieuwe artikel 4 van de wet van 28 juni 1963).

Vervolgens lijkt de bedoelde machtiging een overbodige regel vermits, bij het opstellen van de Rijksmiddelenbegroting, voor het bepalen van de fiscale ontvangsten van de Staat rekening wordt gehouden met de toe te kennen vrijstellingen of verminderingen van belasting; de goedkeuring van de Rijksmiddelenbegroting houdt dan ook impliciet de goedkeuring van de fiscale uitgaven in.

Mocht de wijziging enkel bedoeld zijn als een verplichting van informatie ten gerieve van de Wetgevende Kamers - wat kan afgeleid worden uit het nieuwe artikel 10, tweede streepje van de wet van 28 juni 1963 - zou kunnen worden volstaan met de mededeling van een inventaris van de diverse fiscale aftrekken, vrijstellingen of verminderingen, die in de loop van het begrotingsjaar waarschijnlijk zouden toegekend worden.

Een dergelijke inventaris valt vanzelfsprekend buiten de eigenlijke begroting maar kan wel als een bijlage eraan worden toegevoegd.

Het nieuwe artikel 2 van de wet van 28 juni 1963 zou dan wel in die zin moeten aangepast worden.

5. In het voorstel wordt nergens uitdrukkelijk bepaald dat in de Unieke Uitgavenbegroting ook de Rijks-schuldbegroting en de Begroting der dotaties moeten worden opgenomen.

Evenmin bepaalt het voorstel uitdrukkelijk dat de instellingen van openbaar nut van categorie A onder de nieuwe regeling vallen : dat kan alleen worden gelezen in de toelichting (blz. 4, 5 en 7).

Wat dit laatste betreft, dienen de bepalingen van de controlewet van 16 maart 1954 die betrekking hebben op de begroting van de instellingen van categorie A, op overeenkomstige wijze te worden aangepast.

B. Bijzondere opmerkingen.

Artikel 2 van het voorstel.

Blijkens het nieuwe artikel 9, § 1, van de wet van 28 juni 1963, worden de ontwerpen van begroting ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

In dit verband mag worden verwezen naar de desbetreffende opmerking in advies L. 18.843/1 van 22 december 1988 (Gedr. St., Kamer, 1988-1989, nr. 656/2) en L. 18.854/1 van 4 januari 1989 (Gedr. St., Kamer, 1988-1989, nr. 670/2) met betrekking tot twee vergelijkbare wetsvoorstellen.

Alle drie grijpen ze terug naar de regeling van vóór de grondwetsherziening van 15 oktober 1921, toen artikel 27, tweede lid, van de Grondwet bepaalde dat elke wet betreffende ontvangsten of uitgaven van de Staat eerst moet worden gestemd in de Kamer.

Men weet dat in 1921 die voorrang van de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd opgeheven.

Een zelfde opmerking is van toepassing op het bepaalde in het nieuwe artikel 10bis, § 1, tweede lid (artikel 9 van het voorstel).

Artikel 4 van het voorstel.

Dit artikel vervangt de huidige tekst van artikel 4 van de wet van 28 juni 1963 door een bepaling inzake de Rijksmiddelenbegroting. Het nieuwe artikel 4 heeft evenwel een gans andere draagwijdte dan het vigerende artikel 4.

Volgens de toelichting (blz. 12) omschrijft het nieuwe artikel "de betekenis van de Rijksmiddelenbegroting op een meer ondubbelzinnige wijze dan het artikel 4 van de wet van 28 juni 1963".

In dit verband moet worden opgemerkt dat de betekenis van de Rijksmiddelenbegroting niet wordt omschreven door het genoemde artikel 4, maar door artikel 3 van de wet van 15 mei 1846, dat luidt als volgt :

"De ontvangsten van elk dienstjaar geschieden overeenkomstig de jaarlijkse of bijzondere wetten op 's Lands middelen".

Volgens de toelichting zou het principe van het kasstelsel dat in het bestaande artikel 4 wordt opgelegd "een dubbel gebruik" uitmaken met artikel 14, 1°, van de wet van 28 juni 1963.

Deze laatste wet neemt het stelsel van het beheer als aanrekeningstelsel aan. Wat de ontvangsten betreft, staat het stelsel omschreven in respectievelijk artikel 4, dat betrekking heeft op de ontvangstenvooruitzichten (de raming) en ingedeeld is onder hoofdstuk I met als opschrift "Van de begroting", en in artikel 14, 1°, dat betrekking heeft op de aanrekening van de ontvangsten op de begroting en ingedeeld is onder hoofdstuk II met als opschrift "Van de uitvoering van de begroting".

De twee bepalingen betreffen weliswaar beide "de sommen gestort ten bate van de Staat", maar zijn eerder een aanvulling van elkaar dan een overlapping. Er is dus geen reden om het vigerende artikel 4 van de wet van 28 juni 1963 zonder meer op te heffen.

Artikel 6 van het voorstel.

Uit het nieuwe artikel 4ter, § 2, van de wet van 28 juni 1963, en uit de daarop betrekking hebbende toelichting (blz. 8 e.v.) blijkt dat de administratieve begrotingen kunnen worden uitgevoerd vanaf de neerlegging ervan bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Deze laatste kan de administratieve begrotingen "... amenderen en wijzigen binnen een termijn van 15 dagen volgend op de neerlegging", zonder dat de amendering de uitvoering van de neergelegde administratieve begroting opschort.

Het is niet duidelijk welke de gevolgen zijn van die amendering met betrekking tot het gedeelte van de administratieve begroting dat eventueel sinds de neerlegging is uitgevoerd.

Een zelfde opmerking betreft het nieuwe artikel 6bis, § 3 (artikel 7 van het voorstel) en het nieuwe artikel 7bis, § 4 (artikel 8 van het voorstel) wat de aangepaste administratieve begroting betreft.

Artikel 13 van het voorstel.

Dit artikel heft artikel 3, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963 op, met als uitdrukkelijk oogmerk een einde te maken aan de praktijk van het instellen van begrotingsfondsen. Om dat oogmerk te bereiken zou evenwel ook artikel 24 van de wet van 15 mei 1846 dienen te worden aangepast.

Het artikel heft voorts ook artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 op.

Volgens de toelichting (blz. 15) zou artikel 5 "een dubbel gebruik" uitmaken met artikel 14 (lees : artikel 14, 2°) van dezelfde wet en bovendien in tegenspraak zijn met artikel 7, § 2, laatste lid.

Krachtens artikel 5, dat onder dezelfde indeling valt als artikel 4, te weten hoofdstuk I - Van de begroting, worden de kredieten voor uitgaven afgestemd op de verbintenissen ontstaan ten laste van de Staat gedurende het begrotingsjaar.

Luidens artikel 14, 2° - ingedeeld in hoofdstuk II - Van de uitvoering van de begroting - worden als uitgaven op de begroting aangerekend, enerzijds de aangegane verbintenissen ten laste van de ordonnanceringskredieten (a), anderzijds de aangegane verbintenissen ten laste van de vastleggingskredieten (b).

Artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 vormt dus geenszins een overlapping van artikel 14, 2°, van dezelfde wet.

Ten slotte ziet de Raad van State niet in welke tegenspraak er zou bestaan tussen artikel 5 en artikel 7, § 2, laatste lid, van meergenoemde wet.

Artikel 14 van het voorstel.

Bij dit artikel wordt de wet van 31 december 1986 tot regeling van de voorlopige kredieten opgeheven.

De wetgever zal moeten nagaan of hij niet dient te voorzien in een overgangsbepaling.

La chambre était composée de

de Heer : H. COREMANS,
Monsieur :

de Heer : J. VERMEIRE,
Monsieur :
Mevrouw : S. VANDERHAEGEN,
Madame :

Mevrouw : A. BECKERS,
Madame :

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

griffier,
greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. VANDERHAEGEN.

Les rapports ont été présentés par M. M. VAN DAMME, auditeur, et par M. J. BAERT, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. VANDERHAEGEN.

De verslagen werden uitgebracht door de H. M. VAN DAMME, auditeur, en door de H. J. BAERT, adjunct-auditeur.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

A. BECKERS.

H. COREMANS.